

impasse avec, de plus, un fort effet *boomerang* puisqu'en fin de compte, plus personne ne peut exporter et tout le monde se retrouve coincé. Comme l'a dit le Président Xi Jinping, vouloir répartir l'océan de l'économie mondiale en une série de petits lacs ou de petits fleuves bien séparés les uns des autres est non seulement impossible mais de plus, totalement à contre-courant de l'histoire.

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots sur les impacts de l'épidémie sur l'économie chinoise.

Nous comptons en Chine 31 252 cas confirmés de pneumonie causée par le nouveau coronavirus, 26 359 cas suspects, 1 654 guérisons et 637 décès; et il y a 272 cas confirmés et 1 décès en dehors de la Chine. Bien que l'épidémie continue de se propager et que la situation soit toujours complexe et grave, il est pourtant encourageant de constater que le nombre accumulé de guérisons et sa vitesse d'augmentation ont

dépassé ceux des décès. Les mesures de prévention et de contrôle prises par le gouvernement chinois ont donné des résultats positifs. Concernant la situation dans la partie continentale de la Chine, le nombre de nouveaux cas diagnostiqués chaque jour en dehors du Hubei continue de diminuer. Sur le plan international, on compte seulement environ 180 cas d'infection à l'extérieur de la Chine, un chiffre qui reste stable, soit moins de 1 % du nombre total de cas dans le monde, et il n'y a eu qu'un seul décès. Tout cela montre pleinement que, bien que l'épidémie soit virulente, elle peut être contrôlée.

Inutile de nier qu'à court terme elle aura des impacts sur le tourisme, la restauration, le divertissement et d'autres secteurs de services en Chine, qu'elle affectera également les activités de certaines petites et moyennes entreprises, et aura aussi des répercussions sur l'économie mondiale. Mais ces impacts sont passagers. Si nous contrôlons rapidement l'épidé-

mie, nous pouvons minimiser les pertes économiques. En plus, la reconstruction post-épidémie et le rebond de la consommation des ménages pourraient stimuler la croissance économique. En 2003, bien que frappée par le SRAS, la Chine a toujours réalisé un taux de croissance de 10 %. Le PIB chinois est aujourd'hui sept fois supérieur à celui d'il y a 17 ans. L'économie chinoise est devenue un océan, capable de résister à l'épreuve des tempêtes. Les impacts de l'épidémie sont de courte durée et ne changeront pas les fondamentaux positifs de l'économie chinoise. Le gouvernement chinois prendra de multiples mesures pour favoriser la reprise dans les meilleurs délais des activités de production dans les secteurs de l'approvisionnement énergétique, des transports et de la logistique, des équipements médicaux et des produits de première nécessité. Nous allons également mettre en application des politiques de soutien aux entreprises et aux secteurs touchés par l'épidémie. ■■■

Pour un nouvel ordre international participatif, démocratique, multilatéral, équitable et inclusif

Yurielkis Sarduy Martinez*

Nous nous trouvons dans une conjoncture internationale dans laquelle les principes du droit international et de la Charte des Nations unies sont transgressés; les guerres de rapine et les courses aux armements se multiplient, les guerres non classiques, les actes d'agression, les sanctions unilatérales, la manipulation et la politisation des droits de l'homme, ainsi que le non-respect du droit à l'autodétermination des peuples se sont intensifiés.

Les dangers les plus graves et immédiats qui menacent l'humanité sont ceux liés à la politique unilatérale dont fait preuve le gouvernement des États-Unis, son ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, son détachement des principes de la Charte de Nations unies et du droit international, son protectionnisme, ses guerres commerciales et ses mesures coercitives unilatérales, aussi bien contre des pays en développement que contre des pays développés.

Le président Donald Trump entend ignorer ou chercher à masquer que le capitalisme néolibéral est à l'origine des inégalités économiques et sociales dont souffrent aujourd'hui toutes les sociétés, même les plus développées et qui, de par leur nature, encouragent la corruption, la marginalisation sociale, l'augmentation de la criminalité, l'intolérance raciale et la xénophobie; il oublie ou méconnaît que le fascisme, l'apartheid et l'impérialisme tirent leurs origines du capitalisme.

* Première secrétaire, responsable des affaires politiques, ambassade de Cuba en France.

1. Suède, Luxembourg, Norvège, Danemark, Pays-Bas.
2. The World's Billionaires, <www.forbes.com/billionaires/list/>; selon rapport d'Oxfam 2019 « Services publics ou fortunes privées », 21 janvier 2019.
3. Rapport d'Oxfam 2019 « Services publics ou fortunes privées », 21 janvier 2019.

La concentration de la richesse dans les pays les plus industrialisés contraste avec la pauvreté extrême à laquelle sont confrontés plus de 780 millions de personnes dans le monde. Les modèles de consommation irrationnels du capitalisme mettent en danger l'équilibre écologique de la planète. L'ordre international est de plus en plus injuste et non durable.

Depuis plus de 40 ans, les engagements en matière d'aide publique au développement n'ont pas été respectés, alors que les grandes entreprises et les gens les plus riches bénéficient de plus d'avantages fiscaux dans les pays développés.

En 2018, l'aide publique au développement a baissé de 2,7 % en valeur réelle, soit 0,31 % du revenu national brut. Cinq pays donateurs seulement ont atteint

ou dépassé l'engagement pris de consacrer 0,7 % de leur PIB à cette fin¹.

Nous ne saurions aborder la question du financement du développement sans évoquer le gaspillage des ressources en matière de dépenses militaires mondiales, celles qui en 2018, pour la cinquième fois d'affilée, ont augmenté pour atteindre le chiffre de 1 780 milliards de dollars, dépassant ainsi de loin le record enregistré en 2010. Il est simplement choquant que des montants exorbitants soient investis chaque année dans l'industrie militaire, que les arsenaux nucléaires soient modernisés et des nouveaux systèmes d'armes nucléaires développés, plutôt que d'utiliser ces ressources pour promouvoir la paix, dans la lutte contre la faim et la pauvreté et pour la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'écart entre les riches et les pauvres, et la concentration de la richesse à l'intérieur des pays et entre les pays du Nord et ceux du Sud, loin de se réduire, est en augmentation.

La fortune des riches a augmenté de 900 milliards de dollars, soit au rythme de 2,5 milliards de dollars par jour. 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,8 milliards. En 2017, ils étaient au nombre de 43².

Une augmentation de 0,5 % de l'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches permettrait de collecter plus que ce que coûteraient sur un an l'éducation des 262 millions d'enfants non scolarisés et les soins de santé susceptibles d'éviter le décès de 3,3 millions de personnes³.

Aux défis actuels liés au protectionnisme et aux guerres commerciales, s'ajoute la suspension des négociations commerciales du cycle de Doha, lancé en 2001 par l'OMC, et dont les États-Unis et d'autres pays développés, principaux responsables de son impasse, ne veulent pas relancer sa continuité.

Tant que l'ordre politique et économique international actuel persistera, ainsi que son architecture financière excluante, injuste, inégale et antidémocratique, tout effort national ou international en

faveur de la paix et du développement durable restera insuffisant.

En même temps, les mesures coercitives unilatérales contre les pays en développement persistent et se multiplient, limitant leur développement durable et financier du fait d'être contraires à la Charte de Nations unies, au droit international et aux règles multilatérales du commerce.

L'injuste et illégal blocus économique, commercial et financier appliqué par le gouvernement des États-Unis contre Cuba depuis presque soixante ans, constitue le principal obstacle au développement économique et social de l'île et, par conséquent, à la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et de ses 17 Objectifs de développement durable. Pour la 28^e fois d'affilée, l'Assemblée générale des Nations unies a rejeté cette politique que l'actuel gouvernement de Washington continue de renforcer, malgré la demande de la communauté internationale qui a voté à une majorité écrasante pour sa levée.

Cela signifie que nous, en tant que gouvernements, partis et peuples, devons relever le défi de lutter avec fermeté contre le comportement unilatéral, agressif et arrogant des États-Unis à tous les niveaux. Nous savons qu'il n'y aura pas de développement sans paix, ni paix sans développement.

Pour progresser vers le développement durable, il faut un nouvel ordre international qui soit participatif, démocratique, multilatéral, équitable et inclusif, ainsi qu'une architecture financière susceptible d'assurer les droits et de répondre aux besoins et attentes des pays en développement, capable de réduire les asymétries existant dans le monde en termes de finances et de commerce grâce à des siècles d'exploitation et de pillage.

L'exercice du multilatéralisme et le plein respect des principes et règles du droit international pour avancer en direction d'un monde multipolaire, démocratique et équitable, sont deux conditions fondamentales pour assurer la coexistence pacifique, la paix et la sécurité internationales, ainsi que pour trouver des solutions durables pour s'attaquer aux problèmes systémiques auxquels est confronté le monde actuel. ■■■

L'injuste et illégal blocus économique, commercial et financier appliqué par le gouvernement des États-Unis contre Cuba depuis presque soixante ans, constitue le principal obstacle au développement économique et social de l'île et, par conséquent, à la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et de ses 17 Objectifs de développement durable.